

Prévenir la corruption et promouvoir l'éthique publique aux niveaux local et régional

- Conflits d'intérêts
- Transparence et gouvernement ouvert
- Marchés publics transparents
- Ressources administratives et élections équitables
- Combattre le népotisme
- Protection des lanceurs d'alerte

Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
du Conseil de l'Europe



Les conflits d'intérêts aux niveaux local et régional

Notion complexe et multiforme, le conflit d'intérêt est aussi l'une des formes de corruption les plus courantes auxquelles les pouvoirs locaux et régionaux sont particulièrement exposés. Parmi les pistes proposées par le Congrès figurent la mise en place de comités d'éthique indépendants chargés d'examiner l'activité financière des membres, l'adoption de politiques de diffusion de l'information avant toute demande publique et de procédures claires pour les identifier, les traiter et les résoudre.

 http://bit.ly/congress-conflicts-interest_fr



Transparence et gouvernement ouvert

Le concept de « gouvernement ouvert » constitue une réponse efficace pour promouvoir la transparence, notamment dans l'élaboration du budget, l'élaboration de la loi ou encore la fourniture de services à la population. Il repose sur trois principes : la transparence qui vise à rendre l'information disponible et compréhensible pour le public, la participation qui permet aux gens d'influencer le fonctionnement de leur gouvernement et la responsabilisation qui leur permet de considérer leur gouvernement responsable de ses actes.

 http://bit.ly/congress-transparency_fr



Rendre les marchés publics transparents aux niveaux local et régional

Le processus de passation des marchés publics entraîne des dépenses importantes et un transfert croissant de ressources publiques vers le privé, avec un risque de corruption accru. La mise en place de contrôles internes, l'usage constant de mécanismes d'évaluation, le renforcement de la transparence, l'introduction de normes nationales et le recours systématique à une passation des marchés publics en ligne, telles sont les pistes encouragées par le Congrès.

 http://bit.ly/congress-public-procurement_fr

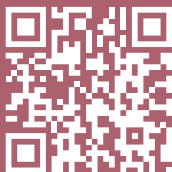


Ressources administratives et élections équitables

Guide pratique à l'usage des responsables politiques et agents publics locaux et régionaux

Le Congrès a observé une centaine d'élections municipales au cours des quinze dernières années. L'utilisation abusive des ressources administratives lors des élections représente un problème récurrent. Ce guide pratique, à l'usage des responsables politiques et agents publics territoriaux, contient des exemples concrets mettant en lumière de tels comportements inéquitables et explique pourquoi les États membres du Conseil de l'Europe doivent prendre ce problème au sérieux, en particulier au niveau local.

http://bit.ly/congress-administrative-resources_fr



Combattre le népotisme au sein des pouvoirs locaux et régionaux

Le Congrès appelle les collectivités locales et régionales à renforcer la transparence des processus de recrutement et de promotion en adoptant des procédures claires, garantissant l'égalité et l'équité. Il les encourage à mettre en place des mécanismes de signalement des cas éventuels de favoritisme ou de conflit d'intérêts. En outre, le Congrès insiste sur la nécessité pour les gouvernements d'intégrer dans la législation nationale des dispositions aptes à atténuer le risque de népotisme.

http://bit.ly/congress-fighting-nepotism_fr



La protection des lanceurs d'alerte

Perspectives et enjeux aux niveaux local et régional

Les lanceurs d'alerte détiennent des informations qu'ils sont souvent les seuls à pouvoir détecter et constituent une valeur ajoutée unique par rapport aux mécanismes institutionnels de contrôle. Les politiques relatives aux lanceurs d'alerte doivent garantir leur protection juridique et proposer des voies de signalement interne et anonyme. Le Congrès encourage la mise en place d'institutions indépendantes spécifiques, telles que les médiateurs locaux et régionaux, chargées de superviser et de traiter la divulgation d'informations.

http://bit.ly/congress-protection-whistleblowers_fr



Sous ses formes multiples, la corruption constitue une menace majeure pour la gouvernance locale et régionale et pour la démocratie en Europe, à laquelle les pouvoirs publics doivent remédier de toute urgence.

Pour relever ce défi et donner aux élus locaux et régionaux des outils concrets, le Congrès du Conseil de l'Europe a adopté une « feuille de route pour prévenir la corruption et promouvoir l'éthique publique aux niveaux local et régional ».

La Commission de la gouvernance du Congrès a préparé six rapports thématiques afin d'aider les élus locaux et régionaux à mieux comprendre les risques liés à la corruption et à mettre en œuvre des pistes d'action.

Les publications de la collection « Ethique publique » présentent l'analyse et les recommandations du Congrès.

www.coe.int/congress-ethics
congress.governance@coe.int

FRA

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'Homme du continent. Il compte 47 États membres, dont 28 sont également membres de l'Union européenne. Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux est une institution du Conseil de l'Europe, chargée de renforcer la démocratie locale et régionale dans ses 47 États membres. Formé de deux chambres – la Chambre des pouvoirs locaux et la Chambre des régions – et de trois commissions, il comprend 648 élus représentant plus de 150 000 collectivités territoriales.

The Congress

Le Congrès

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE